



## Conseil économique et social

Distr. générale  
18 septembre 2014  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2014

Troisième réunion de coordination et d'organisation

#### Compte rendu analytique de la 45<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 16 juillet 2014, à 10 heures

*Président :* M. Oh Joon (Vice-Président). . . . . (République de Corée)

### Sommaire

Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme (*suite*)

c) Prévention du crime et justice pénale (*suite*)

d) Stupéfiants (*suite*)

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé

Questions relatives à l'économie et à l'environnement

g) Administration publique et développement

b) Science et technique au service du développement

---


Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents ([srcorrections@un.org](mailto:srcorrections@un.org)).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).

14-57668X (F)



Merci de recycler 



*En l'absence de M. Sajdik (Autriche), M. Oh Joon (République de Corée), Vice-Président, prend la présidence.*

*La séance est ouverte à 10 h 15.*

## **Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme (suite)**

### **c) Prévention du crime et justice pénale (suite)**

*Recommandations formulées dans le rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de la reprise de sa vingt-deuxième session (E/2013/30/Add.1)*

1. **Le Président** appelle l'attention sur le projet proposé au chapitre I, section A, du rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de la reprise de sa vingt-deuxième session (E/2013/30/Add.1).

*Projet de décision intitulé « Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de la reprise de sa vingt-deuxième session »*

2. *Le projet de décision est adopté.*

*Recommandations formulées dans le rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa vingt-troisième session (E/2014/30)*

3. **Le Président** appelle l'attention sur les projets proposés au chapitre I, sections A, B et C du rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de la reprise de sa vingt-troisième session (E/2014/30)

#### *Section A*

*Projet de résolution I : Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale*

*Projet de résolution II : Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus*

*Projet de résolution III : Coopération internationale en matière pénale*

*Projet de résolution IV : Stratégies et mesures concrètes types des Nations Unies relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale*

*Projet de résolution V : L'état de droit, la prévention du crime et la justice pénale dans le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015*

*Projet de résolution VI : Principes directeurs internationaux sur les mesures de prévention du crime et la justice pénale relatives au trafic de biens culturels et autres infractions connexes*

4. *Les projets de résolutions I, II, III, IV, V et VI sont adoptés.*

#### *Section B*

*Projet de résolution I : Renforcer les politiques sociales en tant qu'outil de prévention de la criminalité*

*Projet de résolution II : Treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et programme de développement pour l'après-2015*

*Projet de résolution III : Renforcer la coopération internationale dans la lutte contre le trafic illicite de migrants*

5. *Les projets de résolutions I, II et III sont adoptés.*

#### *Section C*

*Projet de décision I : Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa vingt-troisième session et ordre du jour provisoire de sa vingt-quatrième session*

*Projet de décision II : Nomination de membres du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice*

6. *Les projets de décisions I et II sont adoptés.*

7. **Le Président** dit qu'il présume que le Conseil souhaite prendre note du rapport du Conseil de direction sur les principales activités de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (E/2014/85).

8. *Il en est ainsi décidé.*

**d) Stupéfiants (suite)**

*Recommandations formulées dans le rapport de la reprise de la cinquante-sixième session de la Commission des stupéfiants (E/2013/28/Add.1).*

9. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de décision figurant dans le rapport de la reprise de la cinquante-sixième session de la Commission des stupéfiants (E/2013/28/Add.1).

*Projet de décision intitulé « Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de la reprise de sa cinquante-sixième session »*

10. *Le projet de décision est adopté.*

*Recommandations formulées dans le rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa cinquante-septième session (E/2014/28)*

11. **Le Président** appelle l'attention sur les projets proposés au chapitre I, sections A et B, du rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa cinquante-septième session (E/2014/28).

**Section A**

*Projet de décision intitulé « Session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue, prévue pour 2016 »*

12. *Le projet de décision est adopté.*

**Section B**

*Projet de décision I : Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa cinquante-septième session et ordre du jour provisoire de sa cinquante-huitième session*

*Projet de décision II : Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants*

13. *Les projets de décisions I et II sont adoptés.*

**Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (A/69/66, A/69/84-E/2014/75 et E/2014/11; E/2014/L.27)**

**Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé**

(A/69/81-E/2014/13; E/2014/L.26)

14. **M. Lasso Mendoza** (Observateur de l'Équateur) s'exprimant en sa qualité de Président du Comité spécial de la décolonisation, présente le rapport du Secrétaire général intitulé : « Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies » (A/69/66), et dit qu'alors que de nombreux organismes ont contribué à l'élaboration du rapport en fournissant des informations, d'autres, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) n'ont pas prêté leur concours; il est à espérer que le PNUD apportera des informations dans les prochaines années. Les petits territoires insulaires non autonomes se trouvent particulièrement vulnérables devant les catastrophes naturelles. Pour ces territoires, les progrès sur la voie de l'autodétermination ne peuvent être réalisés indépendamment de la protection contre les effets du changement climatique, et cet état de vulnérabilité devrait être pris en considération dans le programme de développement pour l'après-2015.

15. **M. Alami** [Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)], accompagnant sa présentation de diapositives numériques, présente la note du Secrétaire général transmettant le rapport sur les Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe du Golan syrien occupé (A/69/81-E/2014/13). Bien que l'année 2014 ait été déclarée Année internationale de solidarité avec le peuple palestinien, les Palestiniens continuent de pâtir de politiques qui ne sont autres que des pratiques de ségrégation et d'apartheid, condamnées par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Les restrictions visant la construction dans la zone C font que les Palestiniens ne peuvent pratiquement pas se loger. À Jérusalem-Est, les terres palestiniennes ont été confisquées, les maisons détruites et les libertés fondamentales amputées. Israël poursuit sa politique de recours à la force excessive et disproportionnée et de détention

arbitraire. Amnesty International a déclaré qu'un certain nombre d'homicides intentionnels, survenus en 2013 en Cisjordanie, équivalaient à des crimes de guerre. Israël continue de détenir et de maltraiter des milliers de prisonniers, dont plus d'une centaine d'enfants. Les déplacements forcés par suite de démolition des maisons, non seulement n'ont pas cessé, mais certains Palestiniens ont été contraints de détruire leur propre maison afin d'éviter les frais de démolition imposés par les autorités israéliennes.

16. Les politiques israéliennes d'implantation provoquent le transfert illégal, par une puissance occupante, de sa population dans les territoires occupés. Les colons israéliens ont droit à une part d'eau inconsidérée ainsi qu'à d'autres ressources nationales palestiniennes tandis qu'ils continuent de se livrer à des actes de violence raciste et de vandalisme dont la grande majorité ne fait pas l'objet de poursuites. Israël ne s'est toujours pas acquitté de ses obligations aux termes de la décision de la Cour internationale de Justice de démanteler son mur de séparation. Les restrictions à la libre circulation, tant en Cisjordanie qu'à Gaza, sont discriminatoires, humiliantes et économiquement préjudiciables. Le blocus et les opérations militaires ont sérieusement endommagé l'infrastructure sanitaire dans la bande de Gaza. Le ralentissement de la croissance de l'économie palestinienne en 2013 et l'accroissement concomitant de la pauvreté ainsi que la montée du chômage sont une conséquence directe des restrictions imposées par l'occupation. Plus de la moitié des ménages de Gaza connaissent l'insécurité alimentaire. La situation économique et les restrictions touchant les permis de construire ont également entraîné un manque d'écoles.

17. Bien que, par sa résolution 497 (1981), le Conseil de sécurité ait déclaré nulle et non avenue l'annexion du Golan syrien, Israël continue d'occuper et de coloniser le Golan et d'appliquer des politiques discriminatoires envers les résidents syriens de ce territoire, s'agissant notamment de la distribution d'eau pour l'agriculture. Israël continue d'exploiter d'autres ressources naturelles du Golan sans se soucier de protéger les habitants contre les mines terrestres. L'objectif final, qui est la paix, ne peut se réaliser sans que l'on mette un terme à l'occupation illégale du territoire palestinien et syrien et sans la restauration des droits des Palestiniens et des Syriens conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies et au droit international.

18. **M. Mansour** (Observateur de l'État de Palestine) dit que parler « d'entraves » ou de « défis » au développement durable lorsqu'il s'agit du peuple palestinien sous le joug de l'occupation étrangère, est un euphémisme. L'occupation d'Israël est illégale, inhumaine et raciste et se solde par des exécutions extrajudiciaires généralisées, l'usurpation de biens, la destruction de maisons, les déplacements de population, les incarcérations massives et l'exploitation des ressources. L'impuissance latente de la communauté internationale à appliquer le droit international et les diverses résolutions de l'ONU ne peut qu'ouvrir la voie à des crises répétées comme la récente agression militaire d'Israël dans la bande de Gaza. Rien que dans la semaine écoulée, plus de 200 Palestiniens ont été tués, y compris des femmes, des enfants, des vieillards et des handicapés. Des écoles, des centres sanitaires, des mosquées, des réseaux d'assainissement et une infrastructure vitale ont été détruits, portant à leur paroxysme la pauvreté, le chômage et l'insécurité alimentaire instaurés par le blocus israélien. Les attaques militaires violentes, les démolitions de maisons et les incarcérations de civils, y compris des élus, se poursuivent sans trêve, tandis que les colons israéliens continuent de perpétrer des actes de violence terroriste contre les civils, détruisent les vergers et vandalisent les sites religieux impunément. De tels actes constituent de flagrantes violations de tous les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

19. Les alarmantes statistiques présentées dans le rapport ne portent que sur l'année la plus récente de ce qui représente près de 50 ans de fragmentation, de déstabilisation et de dégradation du tissu économique et social de la société palestinienne. L'aide internationale doit intervenir de toute urgence pour palier l'impact de l'occupation. Il convient de saluer une initiative concernant la construction d'une installation de dessalement pour la bande de Gaza.

20. Pour le peuple palestinien, le développement durable exige la fin de l'occupation et l'instauration d'un État de Palestine indépendant sur la base des frontières d'avant 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale, existant côte à côte avec Israël. L'intervenant appelle les États membres du Conseil à appuyer le projet de résolution qui constituerait un instrument de premier plan pour le respect du droit international ainsi que des droits économiques et sociaux du peuple palestinien.

21. **M. Patriota** (Brésil) dit que le Gouvernement brésilien est profondément affligé de la détérioration de la situation entre Israéliens et Palestiniens et de ses graves conséquences économiques et sociales. Il enjoint à Israël de cesser sa campagne militaire et de permettre à l'aide humanitaire d'intervenir sans entraves. La délégation brésilienne déplore le lancement de roquettes de Gaza sur Israël, mais la riposte injustifiée d'Israël ne peut qu'envenimer le conflit. Il incombe à Israël, en tant que Puissance occupante, d'assurer le respect des droits de l'homme du peuple palestinien, en vertu du droit international.

22. À la présente session du Conseil, au cours de l'examen ministériel annuel où, pour la première fois, l'État de Palestine a pu faire un exposé national volontaire, il a montré qu'en dépit des obstacles posés par l'occupation, il avait réussi à assurer la protection sociale des groupes les plus vulnérables. La communauté internationale se doit de redoubler d'efforts pour mettre un terme à l'occupation illégale afin que les Palestiniens puissent exercer leur droit au développement. L'intervenant lance un appel pour une urgente reprise des négociations en vue d'un règlement selon la solution des deux États.

23. **M. Jawhara** (Observateur de la République arabe syrienne) dit que l'occupation du Golan syrien et le Territoire palestinien occupé montrent les obstacles que l'occupation pose au développement. Le rapport dont le Conseil est saisi ne donne qu'un aperçu de l'étendue des souffrances qu'endurent les habitants du Golan syrien occupé car les autorités occupantes israéliennes ont empêché les représentants d'organismes des Nations Unies et d'autres organismes internationaux de se rendre sur ce territoire. Ces autorités continuent leur politique de meurtres, de terrorisme et de déplacements et de violer la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité dans laquelle il est précisé que l'imposition des lois israéliennes sur le territoire du Golan syrien est nulle et non avenue. La délégation syrienne condamne également avec force la brutale agression perpétrée contre les habitants de Gaza.

24. Dans le Golan, les autorités d'occupation détournent les ressources naturelles pour l'usage exclusif des colons et Israël continue d'enterrer des déchets nucléaires, chimiques et industriels. Les colons israéliens ont détruit des milliers d'hectares de rares espèces forestières et déraciné des arbres fruitiers, moyens de subsistance essentiels pour les habitants,

empêchant en même temps les agriculteurs d'amener leurs produits sur les marchés. Plus récemment, les autorités d'occupation ont établi des projets énergétiques dans le Golan syrien occupé et octroyé des licences d'exploitation pétrolière à des sociétés européennes et américaines. Les Israéliens détruisent en outre l'ancien patrimoine culturel du Golan tout en aidant les terroristes dont ils se rendent complices dans les attaques menées tant dans le Golan que dans le reste de la République arabe syrienne.

25. Cependant, des dizaines de résolutions adoptées par l'ONU, condamnant les pratiques de l'occupation israélienne, restent lettre morte parce que ces pratiques sont couvertes par certains États influents, en particulier un État qui ne cesse de proclamer son fervent appui aux droits de l'homme. Le Conseil devrait jouer son rôle pour défendre les droits sociaux et économiques des peuples sous occupation en condamnant les actuelles violations de ces droits par l'occupation israélienne.

*Projet de résolution E/2014/L.27 : Appui apporté aux territoires non autonomes par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies*

26. **M. Lasso Mendoza** (Observateur de l'Équateur) présente le projet de résolution.

27. **M. Gustafik** (Secrétaire du Conseil) dit que l'État plurinational de Bolivie s'est joint aux auteurs du projet de résolution.

28. **Le Président** précise que le projet de résolution n'a pas d'incidences budgétaires.

29. *Il est procédé à un vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Chine, Colombie, Cuba, El Salvador, Guatemala, Inde, Indonésie, Koweït, Kirghizistan, Lesotho, Lybie, Maurice, Nouvelle-Zélande, Panama, République dominicaine, Togo, Tunisie et Turkménistan

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Albanie, Allemagne, Autriche, Burkina Faso, Canada, Congo, Croatie, Danemark, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France,

Géorgie, Grèce, Italie, Japon, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, et Suède

30. *Par 26 voix contre zéro, avec 21 abstentions, le projet de résolution E/2014/L.27 est adopté.*

31. **M<sup>me</sup> Derderian** (États-Unis d'Amérique) dit que, comme par le passé, la délégation des États-Unis s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution. Bien qu'elle soit en principe d'accord pour reconnaître que les fonds, programmes et organismes des Nations Unies peuvent apporter un appui utile aux territoires qui ne sont pas membres de l'Organisation, dans la mesure où les lois et politiques internes de la Puissance administrante du territoire permettent cette aide, c'est à la Puissance administrante qu'il incombe d'accepter ou de rejeter cet appui et d'en déterminer la nature. En vertu de la Constitution des États-Unis d'Amérique, seul le Gouvernement fédéral est responsable de la conduite des affaires étrangères de l'État, y compris celles de ses territoires. La délégation des États-Unis déplore le fait que les termes du projet de résolution empiètent sur les dispositions constitutionnelles internes des États-Unis.

32. **Le Président** déclare que, s'il n'entend pas d'objections, il considérera que le Conseil souhaite prendre acte du rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (A/69/84-E/2014/75).

33. *Il en est ainsi décidé.*

*Projet de résolution E/2014/L.26 : Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe du Golan syrien occupé*

34. **M<sup>me</sup> Sabja** (État plurinational de Bolivie) présente le projet de résolution au nom du Groupe des 77 et de la Chine et signale qu'une correction a été apportée au texte établi en concertation au cours de négociations. Le huitième alinéa du préambule devrait se lire comme suit : « Prenant note, à cet égard, de l'adhésion de la Palestine, le 1<sup>er</sup> avril 2014, à plusieurs instruments relatifs aux droits de l'homme et aux principales conventions relatives au droit humanitaire ».

35. **M. Gustafik** (Secrétaire du Conseil) dit que la Turquie s'est jointe aux auteurs du projet de résolution.

36. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences budgétaires.

37. **M. Perricone** (Italie), s'exprimant au nom de l'Union européenne, explique son vote avant le vote et dit que l'Union européenne souhaite que l'on prenne acte du fait que ses États membres considèrent l'expression « Gouvernement palestinien » comme désignant l'Autorité palestinienne; que l'emploi du terme « Palestine » ne doit pas être interprété comme une reconnaissance d'un État de Palestine, sans préjudice des positions de chacun des États membres de l'Union européenne sur cette question, et à plus forte raison de la validité de l'accession à la Convention et aux traités y relatifs; et que les États membres de l'Union européenne présument que les mesures nécessaires sont prises pour que le texte soit publié tel qu'il a été révisé oralement.

38. *Il est procédé à un vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Antigua-et-Barbuda, Autriche, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Chine, Colombie, Croatie, Cuba, Danemark, El Salvador, Fédération de Russie, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Libye, Maurice, Nouvelle-Zélande, Portugal, République de Corée, République dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Suède, Togo, Tunisie, et Turkménistan

*Votent contre :*

Canada, États-Unis d'Amérique

*S'abstiennent :*

Congo, Panama

39. *Par 44 voix contre 2, avec 2 abstentions, le projet de résolution E/2014/L.26 est adopté.*

40. **M<sup>me</sup> Derderian** (États-Unis d'Amérique) dit qu'à l'instar des années précédentes, le projet de résolution est dépourvu d'objectivité et de l'optique constructive qui pourrait faire progresser les perspectives de paix. Le Gouvernement des États-Unis est profondément alarmé de la recrudescence des récentes tensions dans la région et participe aux efforts déployés pour ramener

la sûreté et la sécurité pour les citoyens des deux camps. Les États-Unis sont le pays qui contribue le plus à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et contribue de manière substantielle à d'autres programmes des Nations Unies fournissant de l'aide aux Palestiniens. Les États-Unis partagent l'inquiétude de la communauté internationale devant la tragique situation humanitaire de Gaza et continueront de collaborer avec l'Autorité palestinienne, avec Israël et les partenaires internationaux pour améliorer la vie des civils. Le Gouvernement américain continuera d'appuyer les efforts visant à la réalisation d'une paix juste, durable et générale au Moyen-Orient, conformément à la solution des deux États, établissant un État palestinien viable, indépendant, d'un seul tenant, coexistant dans la paix et la sécurité avec l'État sécurisé, juif et démocratique d'Israël. Appuyer la solution des deux États, revient à soutenir les deux parties, à les traiter équitablement et avec respect, en reconnaissant ouvertement les mesures positives prises par l'une et l'autre sans en singulariser une pour la critiquer. L'intervenante appelle toutes les parties à collaborer pour faciliter l'accès aux marchandises ainsi que la circulation des personnes et des biens par des postes frontières établis, y compris les exportations en dehors de Gaza, et pour faciliter le libre accès aux fournitures humanitaires. Le Conseil devrait concentrer ses énergies sur les mesures constructives à prendre en vue de réaliser ces objectifs communs. Amis des deux parties, les États-Unis n'ont d'autre choix que de voter contre le projet de résolution.

41. **M<sup>me</sup> Meitzad** (Observatrice d'Israël) dit que le projet de résolution se rapporte moins aux conditions de vie des Palestiniens qu'au besoin de jeter l'anathème sur Israël. Il ne fait aucune mention du Hamas, organisation terroriste qui opprime les femmes, terrorise ses propres concitoyens et cherche à tuer des civils israéliens. Durant ces dernières semaines, le Hamas a encore fait preuve de sa volonté d'utiliser les civils comme boucliers humains, de stocker des armes dans les écoles et les hôpitaux, de lancer ses roquettes à partir de zones à forte densité de population et de cibler les filières de ravitaillement de ses concitoyens. La même partialité transparaît dans la note rédigée par la CESAO qui, selon son habitude, passe sous silence les terribles événements qui se produisent ailleurs dans la région, en particulier en République arabe syrienne. Les représentants qui viennent de voter pour le projet de résolution devraient se demander ce qui va advenir

des Arabes d'Israël qui se rendraient en Syrie par une frontière ouverte, comme il est demandé au paragraphe 14. Notant que le Gouvernement d'union nationale palestinien comprend le même Hamas qui a rejeté la toute dernière proposition de cessez-le-feu, l'intervenante se demande pour quelle partie de ce gouvernement le représentant s'exprime.

42. **M. Jawhara** (Observateur de la République arabe syrienne), exerçant son droit de réponse, dit que la représentante des autorités d'occupation essaie de détourner l'attention de la communauté internationale des violations quotidiennes commises contre les citoyens du Golan et du Territoire palestinien occupé. Ses accusations sont étranges, venant d'une représentante dont le Gouvernement est responsable de la pire des occupations jamais connues dans l'histoire de l'humanité, qui continue de priver les résidents du Golan syrien et du Territoire palestinien occupé de leur espoir de paix, de leurs droits de l'homme et de leur droit au développement. Les représentants d'un tel gouvernement ne sont pas crédibles lorsqu'ils parlent des souffrances des autres peuples. La paix et la sécurité exigent qu'Israël, la Puissance occupante, se retire immédiatement des territoires arabes occupés, se conforme aux résolutions de l'ONU concernant le retour des réfugiés, cesse ses actes d'agression contre des civils sans défense et permette au peuple palestinien ainsi qu'aux résidents du Golan syrien occupé d'exercer leur droit au développement durable, comme les autres peuples du monde.

43. **M<sup>me</sup> Rasheed** (Observatrice de l'État de Palestine) dit que l'adoption du projet de résolution est un message sans ambiguïté adressé à Israël, qui doit comprendre que la communauté internationale s'attend à ce qu'il cesse de mépriser le droit international et s'acquitte de ses obligations. La résolution intervient à un moment où les résidents de Gaza, au nombre de 1,8 million, dont la moitié sont des enfants, qui souffrent déjà depuis des années du blocus illégal d'Israël, vont de cauchemar en cauchemar. À l'heure même où se réunit le Conseil, des avions de combat israéliens bombardent la bande de Gaza et le nombre des morts ne cesse d'augmenter. En Cisjordanie également, les Palestiniens continuent de subir un châtimement collectif et des attaques lancées par des colons terroristes. L'intervenante appelle à une fin immédiate du terrorisme d'État et des crimes de guerre qui sont commis, et demande que leurs auteurs aient à répondre de leurs actes.

44. L'Observatrice de l'État de Palestine tient à préciser à la représentante de la Puissance occupante que la délégation palestinienne parle au nom du peuple palestinien et continuera de le faire devant le Conseil et devant toutes les instances internationales jusqu'à ce que le droit du peuple palestinien à l'autodétermination dans un État de Palestine indépendant soit acquis. Le fait qu'une écrasante majorité des membres du Conseil aient voté pour la résolution devrait répondre à toute question de savoir si elle manque d'objectivité. Ce n'est pas la première fois qu'un représentant israélien prétend que les rapports des Nations Unies sont tendancieux, alors que ces rapports ne font que décrire objectivement la réalité sur le terrain. La réalité c'est que la cause profonde du conflit palestino-israélien est l'occupation israélienne qui déchaîne la terreur sur la population civile placée sous sa domination. La communauté internationale doit rejeter fermement la spéculative rhétorique d'Israël et demander que ce pays se conforme au droit international.

#### Questions relatives à l'économie et à l'environnement

##### g) Administration publique et développement (E/2014/44)

45. **M<sup>me</sup> Saner** (Présidente du Comité d'experts de l'administration publique), prenant la parole par liaison vidéo depuis Londres et présentant le rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa treizième session (E/2014/44), dit que, à cette session, les membres du Comité se sont accordés à penser que la gouvernance est à la fois un aboutissement et un facilitateur pour le développement. Le thème principal de la session a été « Transformer l'administration publique aux fins du développement durable » avec trois thèmes subsidiaires : « Renforcer les capacités nationales et locales en matière de gestion du développement durable », « Promouvoir l'initiative, l'innovation et la gestion des risques en faveur du développement durable » et « Encourager le professionnalisme et l'éthique au sein du service public ». S'agissant du Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies, les membres du Comité ont reconnu la nécessité de partenariats et de réseaux stratégiques, d'une approche régionale au renforcement des capacités, d'une sensibilisation plus poussée aux questions sociotechnologiques, et de mécanismes de responsabilisation pour aider les citoyens à juger si oui ou non les gouvernements réalisent les objectifs de

développement. Le Comité continuera à aider le Conseil à identifier les questions émergentes en matière de gouvernance et d'administration publique en vue de promouvoir la transformation du secteur public dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015.

##### b) Science et technique au service du développement (A/69/65-E/2014/12 et E/2014/31)

46. **M. Reynolds** (Président, Commission de la science et de la technique au service du développement) présente le rapport de la Commission sur les travaux de sa dix-septième session (E/2014/31) et dit qu'à cette session les membres de la Commission ont dressé le bilan de la contribution faite aux objectifs du Millénaire pour le développement par la science, la technologie et l'innovation, d'une part, et par les technologies de l'information et de la communication (TIC), d'autre part, au cours de la dernière décennie; ils se sont également intéressés aux perspectives d'avenir de ces disciplines dans l'optique du programme de développement pour l'après-2015. Ils ont été très attentifs au développement numérique sans exclusive et aux moyens de combler le fossé numérique. Le projet de résolution intitulé « Science, technologie et innovation au service du développement » encourage la Commission à demeurer un porte-drapeau en matière de science, de technologie et d'innovation et à se donner un nouveau rôle en tant qu'instance chargée de l'étude prospective et de la planification stratégique afin d'évaluer l'impact de nouvelles technologies sur les objectifs de développement. Il encourage les gouvernements à promouvoir les technologies de l'information et des communications en adoptant, au lieu d'une démarche axée sur les besoins, une démarche axée sur les capacités, favorable à l'investissement privé, à l'innovation et à la création d'entreprises. Il encourage la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à trouver des concours financiers pour l'expansion des examens des politiques concernant la science, la technologie et l'innovation, ainsi que pour la mise en œuvre des recommandations issues de ces examens. Il prie instamment le Conseil d'adopter les projets de résolution présentés dans le rapport afin que les gouvernements puissent bénéficier des recommandations et que la Commission et la CNUCED puissent continuer de contribuer à la transition pour passer des objectifs du Millénaire pour



le développement au programme de développement pour l'après-2015.

47. **M<sup>me</sup> Miroux** [Directrice, Division de la technologie et de la logistique, (CNUCED)] présente le rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international (A/69/65-E/2014/12), et dit que l'examen décennal des textes issus du Sommet, examen prévu pour 2015, sera une étape cruciale dans la préparation de la future société de l'information. Bien que près de la moitié des ménages du monde soient connectés à Internet et que le nombre des abonnements au téléphone portable corresponde à la population mondiale, les possibilités d'accès à ces technologies et les capacités requises pour en bénéficier sont encore inégalement réparties entre pays développés et en développement, ainsi qu'à l'intérieur des régions en développement elles-mêmes. Le rapport ne traite pas seulement des aspects techniques mais également de questions concernant les retombées économiques et sociales et des initiatives de politique publique.

48. Le rapport aborde par ailleurs les activités et les opérations prévues pour la préparation de l'examen décennal, notamment une enquête menée par la Commission de la science et de la technique à la demande du Conseil, et l'adoption par l'Union internationale des télécommunications, d'une déclaration de principes comportant une évaluation de la mise en œuvre. Un projet de résolution concernant la mise en œuvre des textes issus du Sommet, sur lequel l'Assemblée générale sera appelée à se prononcer, est en voie d'élaboration. Le Groupe de travail sur le renforcement de la coopération continue d'œuvrer à la réconciliation des divergences d'opinions apparues à propos de la gouvernance d'Internet, et le Forum de la gouvernance d'Internet poursuit ses efforts pour accroître la participation des pays en développement. Le rapport traite en outre des principales questions financières.

*La séance est levée à 13 h 10.*